



CULTURE & IDÉES

Roland Castro« Plus c'est moche,
moins on vote »

L'architecte dresse un sévère réquisitoire contre la politique de la ville menée ces quarante dernières années

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE TRÉTIACK

Début mars, l'architecte Roland Castro publiera un brûlot au titre programmatique : *Il faut tout reconstruire* (L'Archipel). Avec Michel Cantal-Dupart, il fut le fondateur de Banlieues 89, une association créée en 1981 qui a aidé François Mitterrand, alors président de la République, à prendre conscience de l'urgente nécessité de se pencher sur les « cités ».

Aujourd'hui, il dresse un portrait au vitriol des politiques de la ville. Est-ce à dire que les architectes n'ont rien pu faire pour œuvrer à l'amélioration de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui les « quartiers » ? D'autant qu'en matière d'architecture l'acte d'accusation est connu. Les architectes seraient en grande partie responsables de la désespérance des banlieues. Les tours et les barres seraient des pousse-au-crise, et les émeutes qui régulièrement secouent la France, mais aussi le Royaume-Uni ou les Etats-Unis, trouveraient leur origine dans un urbanisme criminel. A tort ? Roland Castro le croit.

Quelle est la relation entre l'architecture, l'urbanisme et le vivre-ensemble ?

La relation entre « le lieu et le lien » est facile à saisir. En gros, plus c'est moche,

moins on vote. Etre citoyen et citoyen, cela marche ensemble. Les riches savent que voter, cela peut encore servir à quelque chose. Ce que nous avons appris au cours de nos actions dans ces quartiers difficiles, c'est que les gens réclament de la fierté, de la dignité. A Boulogne-sur-Mer, en 2006, dans le quartier déplorable du Chemin-Vert, nous avons plus construit que détruit, et ce qui nous a fait du bien, c'est d'entendre des habitants nous dire : « maintenant nous recevons de nouveau chez nous. »

L'architecture peut-elle contribuer à réduire la fracture sociale ?

Evidemment. L'architecture peut faire du bien. Avec Sophie Denissof et nos associés, nous l'avons prouvé à Lorient, à Lyon, à Vénissieux, à Villeneuve-la-Garenne – partout où nous nous sommes penchés sur des cités hors d'échelle. Nous avons un projet simple : embellir, désenclaver. En 1974, nous avons fait le tour des grands ensembles avec l'architecte Antoine Grumbach. Nous voulions diminuer la taille des barres en les tronçonnant, y ouvrir des rues et créer des perspectives visuelles, construire de nouveaux immeubles ici et là, embellir les entrées et les balcons, aménager l'espace public. Un bidouillage subtil. Les sociologues nous sont tombés dessus en nous reprochant de ne pas nous intéresser aux populations et de ne penser qu'à l'espace, mais les deux marchent ensemble.

**Comment évaluer les bienfaits de cette approche ?**

La preuve de l'efficacité de nos actions sur le social, nous l'avons eue en 2005. Quand les émeutes ont éclaté dans les banlieues, on s'attendait à ce que la cité La Caravelle, de Villeneuve-la-Garenne, explose, et là, rien. Soutenus par Charles Pasqua, sénateur des Hauts-de-Seine, qui avait apprécié ce que nous avions déjà réalisé entre 1986 et 1995 à Lorient avec Jean-Yves Le Drian, alors maire de la ville, nous y avons mené un travail énorme.

A l'époque, nous avons signé le contrat avec Pasqua d'une tape dans la main. Nous avons évoqué au cours d'un déjeuner les vieilles rivalités mais aussi les rapprochements entre les communistes et les gaullistes ; Malik Oussekiné, le jeune manifestant mort sous les coups des forces de l'ordre en 1986 ; et, pour finir, il nous a soutenus contre toute sa famille politique. On pourrait citer d'autres exemples de réussite, comme celui de Michel Delebarre à Dunkerque. Personne ne parle aujourd'hui du Carré de la Vieille, qui était pourtant, autrefois, le quartier maudit de la ville.

Alors pourquoi dit-on qu'il est difficile d'agir sur les banlieues ?

A l'époque de Banlieues 89, nous avons engagé une statisticienne qui nous avait fourni un élément d'étude passionnant : partout où une attention particulière était portée aux quartiers en difficulté, soit parce qu'on y avait construit, soit

parce qu'un maire avait simplement démontré aux populations défavorisées qu'il s'intéressait à leur avenir, le score électoral du Front national diminuait de 25 % : il tombait de 15 % à 11 %. Nous en avons parlé à François Mitterrand. Il se réjouissait, bien sûr, des bienfaits de ces actions, mais au regard de sa politique machiavélique cela ne lui plaisait pas du tout puisqu'il misait sur le renforcement du Front national pour éliminer la droite et rester au pouvoir. Nous allions contre ses intérêts politiques, Banlieues 89 était condamnée. Quand Bernard Tapie a été nommé ministre de la ville, en 1992, je suis sorti du jeu pendant dix ans.

L'effet électoral est-il toujours le même ? Réhabiliter une cité fait-il reculer le Front national ?

A vrai dire, je n'en sais plus rien. L'architecture contre le communautarisme, ça ne fait sans doute pas le poids, mais ce qui est sûr c'est que le communautarisme fait monter le FN. A Clichy-sous-Bois et Montfermeil, diverses opérations ont cherché à embellir les quartiers et, malgré cela, le FN y obtient respectivement 15,48 % et 24,43 % des voix au second tour des régionales de 2015.

Il y a trente ans, la « Marche des beurs » [*Marche pour l'égalité et contre le racisme*] ignorait les revendications musulmanes : les slogans d'alors, c'était « *La France, c'est comme une mobylette, ça marche au mélange* », etc. Désormais le spatial ne fait plus le poids face au religieux. Ce qui



est sûr, c'est que l'urbanisme et l'architecture des barres et des tours favorisent le communautarisme.

La France investit des sommes considérables dans la politique de la ville.

Pour quel résultat ?

Notre défaite, c'est de ne pas avoir réussi à imposer, dans la rédaction des lois portant sur la ville, le terme de remodelage. Les ingénieurs des Ponts et Chaussées et les énarques leur ont préféré les termes de « démolition-reconstruction », de « déconstruction » et même, stupéfiant retour, celui de « rénovation » qui, dans les années 1960 et 1970, avait symbolisé la destruction de la ville. Quand on dit démolition-construction, on cherche d'abord à démolir. Et plus c'est haut, plus on veut démolir, alors qu'il convient parfois, justement, de garder les bâtiments hauts comme des signaux identitaires. A Angers, dans le quartier du Grand-Pigeon, il y avait des barres avec une tour, la tour Chaptal. La première décision de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine a été, en 2010, de détruire la tour. Une absurdité ! Par chance, le maire a compris qu'il fallait la conserver comme le signal du quartier.

D'autres élus, en revanche, font n'importe quoi. Pour interrompre un trafic de drogue, ils décident par exemple de détruire des cages d'escalier, comme si le

trafic n'allait pas se déplacer... Quand il y a eu un regain de cambriolages en France, le ministre Paul Quilès a fait passer des règlements visant à généraliser les portes blindées. Quand des types ont commencé à caillasser les forces de l'ordre depuis les terrasses des cités, on a pensé qu'il fallait installer partout des toitures. Nous sommes prisonniers des diktats de la mafia technocratique qui régit le monde du bâtiment. Pour les entreprises du bâtiment, démolir et construire, c'est tout bénéfice : c'est plus lucratif qu'un remodelage patient et complexe.

A Lorient, nous avons tellement peaufiné notre approche qu'à la fin du chantier nous avions 52 types d'appartements différents pour 700 logements. Si l'on veut mener à bien une démarche aussi compliquée, il est évidemment nécessaire d'obtenir le soutien de maires intelligents. Il faut oser, innover, désenclaver par le désir, pas seulement par la voirie. André Rossinot, à la mairie de Nancy, avait décidé, en 1984, de mettre la cinémathèque à 200 mètres de la barre gigantesque du Haut-du-Lièvre. Toute l'intelligentsia a dû aller dans ce quartier. C'était une excellente idée.

L'architecture, est-ce toujours une prise de risques pour un élu ?

C'est à hauts risques. Quand Jean-Yves Le Drian a soutenu la première opération



de rénovation d'une cité, sur le quai de Rohan, à Lorient, en 1986, la rumeur a couru qu'avec ce maire il n'y en avait que pour les pauvres, et il a failli être battu. Pourtant, il a remporté l'élection suivante sur son bilan et cette opération y figurait en bonne place. Preuve qu'il faut, pour mener à bien des politiques urbaines, plus d'un mandat.

On devrait procéder avec la rénovation urbaine comme on le fait avec les portavions, en votant des lois de programmation impossibles à remettre en cause au mandat suivant ! Mais c'est beaucoup plus facile de construire une médiathèque que de se lancer dans un programme de rénovation urbaine. Pour construire une médiathèque, on organise un concours, on engage des architectes un peu connus, on communique, on lance les travaux, on les achève et on inaugure le bâtiment. En cinq ans, c'est bouclé et, surtout, ça se voit.

Avez-vous d'autres opérations en cours ?

Nous avons gagné le concours de La Pompignane, avec mon associée Sophie Denissof, à Montpellier, parce que l'adjoint à l'urbanisme avait été professeur dans un collège que nous avions construit en 1995 à Aulnay-sous-Bois dans un des pires endroits de France, la cité des 3000. Aujourd'hui, ce bâtiment n'est pas tagué. Il y avait vu un havre de paix, et

pourtant ce collège n'est pas très drôle, il est fermé, à l'ancienne. Le problème de mon travail, c'est que ceux qui l'ont vu comprennent ce qu'il représente, les autres pensent que je suis un hâbleur. J'en suis un, bien sûr, mais pas seulement. Maintenant, Le concours de la Pompignane est gagné, mais personne ne sait comment on va construire. Il n'y a pas de cadre juridique pour cela.

Comment ça ?

Le plus souvent, les architectes mènent de petites opérations : ils font du propre, ils font passer les immeubles de huit étages à quatre, et ils pensent que ça suffit. A Montpellier, nous voulons procéder autrement : faire de l'acupuncture, retricotter un grand ensemble, le compléter, aménager des chemins qui mènent à la rivière toute proche, organiser 1 kilomètre de rue. De la dentelle. Un casse-tête. Ça n'est financé par personne. Parce qu'il y a plusieurs catégories de bâtiments dans une même opération, c'est l'enfer.

Si nous avons réussi à faire le projet de Lorient avec Le Drian, c'est qu'on est tombés sur un type devenu ensuite directeur de l'office HLM qui a appliqué la règle suivante : tout ce qui n'est pas interdit, je le fais. C'est obligatoire parce que les contraintes sont légion. Exemple : nous voulions ajouter deux pièces à un ancien bâtiment. Impossible, les financements



pour l'ancien ne sont pas les mêmes que pour le neuf! Transformer les rez-de-chaussée des HLM a nécessité une bataille législative de dingues: on n'avait pas le droit d'y ouvrir des commerces! Avec Michel Cantal-Dupart nous avons aussi remarqué, à la suite d'une grande enquête, que là où il y avait des bars, il était interdit d'avoir des bars! A la demande du

**« Démolir
et construire,
c'est tout bénéfique :
c'est plus lucratif
qu'un remodelage
patient et complexe »**

ministre Paul Quilès, le Parlement a légiféré là-dessus. Et on a pu ouvrir des échoppes au rez-de-chaussée des bars.

**Y a-t-il selon vous de jeunes
architectes qui abordent la question
des banlieues comme vous ?**

Je pense que nous allons en voir de plus en plus. Nous vivons un moment

historique et il faut bien qu'il se passe quelque chose. Ça va bouger. Mais la législation est contre nous. Aujourd'hui, quand on gagne un concours d'urbanisme, on est cantonné à dessiner le tracé des rues, la voirie. Avec le marché de définition, le programme général d'une opération ne définissait pas clairement les missions futures: on pouvait donc s'occuper de l'urbanisme et ensuite de l'architecture, dessiner les rues et construire les immeubles.

Nous l'avons expérimenté à Boulogne-sur-Mer. A l'époque, on pouvait encore dessiner et construire une cité-jardin, par exemple. C'est fini. Et c'est très grave. Le marché de définition a été supprimé parce que l'administration y perdait la main. Désormais, on peut écrire sur les panneaux devant les zones d'aménagement concerté (ZAC) de France: « Conforme au code des marchés publics ». Ça fait plaisir aux habitants! C'est absurde car ce qu'il faut, dans ces quartiers, c'est créer des surprises, rendre les gens fiers.

Nous sommes modestes. Conscients de nos limites. Tout de même, à Douchy-les-Mines, dans le Nord, en 2007, nous avons élevé une tour, un beffroi, dans un quartier difficile. Cela a tellement plu que l'équipe locale de football pense à se rebaptiser Douchy-le-Beffroi. ■

**« Il faut oser, innover,
désenclaver par le désir,
pas seulement
par la voirie »**



Le grand ensemble La Caravelle, à Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine), réalisé par l'architecte Jean Dubuisson (1959-1967) et réhabilité par Roland Castro en 1995.

MARTIN ARBERGOLD



À LIRE

« IL FAUT TOUT
RECONSTRUIRE »

de Roland Castro
(L'Archipel,
180 p., 17 €).



**Immeuble
de logements
sociaux, à
Oullins (Rhône),
conçu par Roland
Castro en 1988.**

STÉPHANE
COUTURIER/ROLAND
CASTRO/ARTEDIA/
LEEMAGE



**Site Duco-
Hoechst-
Quartier des
Trois-Rivières,
à Stains (Seine-
Saint-Denis).
Réalisés par
Roland Castro
(atelier Castro
Denisof),
ces nouveaux
logements ont
été livrés
en juin 2015.**

MARTIN ARGYROGLO